

NATIONS UNIES

CONSEIL UN LIBRARY

DE TUTELLE 8 1962

UN/SA COLLECTION



Distr.  
LIMITEE

T/COM.2/L.60/Add.1  
13 octobre 1960  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE LA "TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION"  
CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION (WAREMI)

Siège de la TANFU

Réf. : TANFU/C/22/6

Kyauka's Building  
Market Street  
P.O. Box 612 Moshi  
KILIMANDJARO  
T. T.

Le 8 septembre 1960

Mon cher Mheshimiwa,

Veillez trouver ci-joint quelques documents concernant la lutte que mène notre Union contre la pauvreté, la maladie et l'ignorance.

Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir envisager de prendre les mesures nécessaires en faveur de l'agriculture, sur le plan de la législation et de l'administration générales et locales présentes et à venir et d'intervenir auprès du Parlement pour qu'il adopte les mesures envisagées afin de répondre à tous les griefs et de prendre en considération les opinions réfléchies et les revendications des agriculteurs.

Veillez agréer, etc.

Pour la Tanganyika African National  
Farmers Union

Le Secrétaire général chargé des questions  
d'organisation

(Signé) : A.A. P.M. Njau

Copie : au Secrétaire général des  
Nations Unies  
New York  
(Voir nos communications antérieures)

60-25156

/...

TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION

Réf. : No TANFU/C/22/1.

Kyauke's Buildings  
Market Street,  
P.O. Box 612 Moshi  
KILIMANDJARO  
T. T.

Le 18 août 1960

A Monsieur l'Administrateur de la T.P.C.  
P.O. Box 93  
Moshi

Monsieur,

Objet : DELEGATION DE L'UNION CONCERNANT LE PROBLEME DE LA DISTRIBUTION  
DU SUCRE

La voix des consommateurs de sucre doit se faire entendre? Rétablirons-nous  
donc un service gouvernemental chargé de faire connaître le point de vue des  
consommateurs si le prix du sucre est contrôlé par l'Etat, c'est-à-dire par un  
monopole d'Etat?

Certes, nous n'ignorons pas que l'importance à accorder aux monopoles pose un problème aux gouvernements des pays sous-développés. Un monopole est un instrument de développement économique nécessaire lorsqu'il faut accepter des risques que l'on refuserait si l'on n'avait une concession. Le monopole peut aussi être plus efficace, soit qu'il faille entreprendre des opérations de grande envergure soit qu'il soit préférable de coordonner les activités des sociétés de notre secteur directement par un accord général plutôt qu'indirectement par un phénomène de compensation. D'un autre côté, le monopole aboutit à la concentration des pouvoirs économiques; or, quelques collectivités préfèrent que les pouvoirs soient assez décentralisés, malgré une efficacité économique plus faible. En fin de compte, chaque pays doit faire son choix personnel.

2. Puisque notre territoire approche de l'indépendance, il devra peut-être prendre ses propres décisions en la matière; peut-être ne pourra-t-il plus avoir de ministère des ressources naturelles pour exprimer le point de vue du consommateur moyen, de sorte que le gouvernement risque de céder devant les pressions des agriculteurs qui tenteront de faire adopter leur opinion sur la politique gouvernementale à suivre en ce qui concerne la production, la distribution, le commerce et la consommation du sucre.

/...

3. Ce que pour sa part l'Union désire, après la proclamation de l'indépendance, c'est de voir encourager la coopération inter-raciale dans l'agriculture, c'est de voir les producteurs noirs, blancs ou jaunes s'asseoir autour d'une table pour rechercher s'ils peuvent unifier leurs activités pour accroître leur efficacité, réduire les coûts de production, abaisser les prix dans toute la mesure du possible, ce qui leur permettrait en définitive d'augmenter la demande de leurs produits en les vendant meilleur marché, tout en augmentant leurs revenus nets par l'élévation du chiffre d'affaires.

4. Nous savons aussi fort bien que dans l'économie coloniale actuelle, l'essor économique a largement favorisé les sociétés étrangères et que notre gouvernement conservera cette même politique pourvu qu'il n'y ait aucune discrimination raciale. C'est à cette fin que nous venons vous prier de bien vouloir autoriser les personnes ou organisations suivantes, membres de notre Union, à pratiquer le commerce en gros du sucre, sous votre contrôle ou celui du gouvernement, comme c'est déjà le cas pour la Mosh Trading Co., qui assure la distribution du sucre :

1. Paul Kyanke, P.O. Box 307, Mosh, Kilimandjaro, T.T.
2. The Kilimanjaro Kilelene Co., P.O. Box 142, Mosh, T.T.
3. The Northern Province African Trading Co., c/o Bureaux de la TANU, Mosh

Le contrôle est un point essentiel puisque les négociants en gros pourraient vendre le sucre à des prix élevés, ce qui serait au détriment des producteurs comme des consommateurs.

Sur votre demande, nous pourrions fournir des références bancaires et autres.

Veuillez agréer, etc.

Pour la Tanganyika African National  
Farmers Union

Le Secrétaire général chargé des questions  
d'organisation :

(Signé) A.A. P.M. Njau

Copie : au Directeur de la Moshi Trade Co., P.O. Box 76, Moshi  
au Directeur de la Kilimanjaro Kileni Co. Ltd., P.O. Box 142, Moshi  
au Président élu du Conseil Chagga, Moshi  
au Directeur de la Northern Province Trading Co., Ltd. c/o TANU, Moshi

TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION

Réf. : TANFU/C/22/2

Kyauke's Buildings,  
Market Street  
P.O. Box 612,  
Moshi  
KILIMANDJARO T.T.

Le 22 août 1960

A Monsieur le Directeur de la T.P.C.  
P.O. Box 93  
Moshi

Monsieur,

Comme suite à la communication que j'ai reçue de M. Paul Kyauke en date du 18 août 1960 (réf. No BRFC/1/1), je tiens à vous signaler que, sauf le cas de nécessité l'Union n'envisage aucune autre mesure que celle qu'elle a déjà prise par sa lettre du 18 août 1960 (Réf. No TANFU/C/22/1).

2. L'Union veut seulement défendre les intérêts des consommateurs et des producteurs. Le problème qui se pose maintenant est de savoir comment assurer une bonne distribution sans nuire à vos intérêts ou à ceux des consommateurs.

Toutefois, lorsque le programme sucrier de Kilombero sera mis en application, il faudra exposer clairement au gouvernement les différents problèmes qui se posent actuellement pour chaque produit de base, en s'attachant tout particulièrement aux modifications survenues dans la production, la consommation et le commerce et aux mesures gouvernementales et intergouvernementales ayant des répercussions pour tel ou tel produit.

3. Même adoptées, les présentes dispositions ne seront que provisoires, comme vous l'avez stipulé dans votre contrat actuel avec M. Paul Kyauka. C'est-à-dire que la distribution de votre sucre se fera par l'intermédiaire de la Moshi Trading Co., agent centralisateur (mais non vendeur), et par l'intermédiaire de M. Kyauka et d'autres qui seront des grossistes.

4. Il pourra être nécessaire ultérieurement de faire distribuer notre sucre par une société d'intérêt public ou une coopérative de consommateurs au niveau du commerce de détail, c'est-à-dire d'organiser la société de manière qu'à part la faible rémunération du capital, le montant total du revenu dans le pays sera versé aux travailleurs sous forme de traitements et salaires, tous les bénéfices revenant aux consommateurs grâce à une baisse des prix entraînant une élévation de la consommation de sucre. On obtient de bien meilleurs résultats en modérant les monopoles par la concurrence coopérative plutôt que par des lois antitrusts.

Veillez agréer, etc.

Pour la TANGANYIKA AFRICAIN NATIONAL  
FARMERS UNION

Le Secrétaire général chargé des questions  
d'organisation

(Signé): A.A. P.M. Njau

Copie : au Mheshimiwa J. Nyerere, Dar es-Salam  
au Commissaire de province, Arusha  
au Ministère du commerce et des mines, Secrétariat du Ministère,  
Dar es-Salam  
au Commissaire aux échanges et au commerce, Dar es-Salam  
au Commissaire de district, Moshi  
à M. S.N. Eliufoo, M.A., M.L.C., Président élu du Conseil Chagga, Moshi  
à l'Administrateur de la Moshi Trading Co., Moshi

/...

Ref. BRFC/1/1

P.O. Box 307  
Moshi

Le 18 août 1960

Au Directeur de la  
Tanganyika Planting Co. Ltd.  
P.O. Box 93  
Moshi

Monsieur,

Comme suite à la lettre qui me parvient de la Moshi Trading Co. Ltd., je tiens à vous exprimer ma reconnaissance pour les dispositions que vous avez prises en me permettant de devenir l'un des grossistes qui écoulent votre sucre.

Malheureusement, je ne puis accepter votre offre dans les circonstances actuelles, à moins que le prix de gros ne soit garanti par l'Etat comme c'est le cas pour la Moshi Trading Co. Ltd. qui est chargée de la distribution du sucre. Je vous prie de bien vouloir prendre connaissance de l'accord avec la T.P.C. relatif au commerce de gros que je joins à la présente lettre. Si l'on autorise les grossistes à fixer eux-mêmes leur prix, le prix de votre sucre au détail sera trop élevé, si bien que votre sucre sera hors de portée des consommateurs dont le pouvoir d'achat est faible. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir soumettre cette question au gouvernement, de façon que les intérêts des consommateurs et des producteurs de sucre puissent être protégés.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Paul Kyauke

Copie : au Mheshimiwa J. Nyerere, Dar-es Salam  
au Commissaire de province, Arusha  
au Secrétaire général chargé des questions d'organisation de la  
TANFU, P.O. Box 612, Moshi  
au Directeur de la Moshi Trading Co., Moshi  
au Commissaire de district, Bureau de district, Moshi  
au Ministre du commerce et des mines, Secrétariat du Ministère, Dar es-Sala  
à S.N. Eliufoo, M.A. M.L.C., Président élu du Conseil Chagga, Moshi  
au Commissaire aux échanges et au commerce, Dar es-Salam.

Pour information et suite à donner.

Accord avec la T.P.C. au sujet de ma demande concernant  
le commerce en gros du sucre

Je voudrais me référer ici à la conversation que j'ai eue avec vous au cours de mes trois visites à la T.P.C. en même temps que le Secrétaire général chargé des questions d'organisation à la T.A.N.F.U.; vous avez alors pris les décisions suivantes :

1. Il faudrait examiner mes magasins et mes références bancaires avant de conclure des accords avec moi au sujet du commerce de gros du sucre.
2. Ensuite, d'après vos déclarations, vous deviez me confirmer par lettre que vous m'acceptiez parmi vos grossistes et préciser les termes du contrat à ce sujet.
3. Le 9 août 1960, j'ai reçu une lettre d'instructions de la Moshi Trading Co. au sujet du point 2 et le Directeur de ladite société m'a informé de vive voix que je devrais acheter le sucre à sa société au même prix que les détaillants, c'est-à-dire à 106 shillings 45 le sac.
4. Comme je n'ai pas compris les propositions de la Moshi Trading Co. indiquées au 3ème paragraphe, la T.P.C. a organisé dans les bureaux de la Moshi Trading Co. une réunion entre cette dernière, le Secrétaire général chargé des questions d'organisation à la T.A.N.F.U. et moi-même, afin de préciser une fois de plus un certain nombre de points; on m'a alors conseillé d'accepter la décision de la Moshi Trading Co. puisque ses prix sont fixés par l'Etat et l'on m'a dit que si je voulais faire du commerce de gros, je n'aurais pas le droit d'acheter à ce prix plus de cinq sacs de sucre à la fois et que je devrais vendre le sucre au détail au prix que j'aurai fixé moi-même.

Puisque je suis tanganyikais comme tout le monde, je voudrais jouir des mêmes droits sans que ma couleur entre en ligne de compte et sans que l'intérêt des consommateurs doive en souffrir.

Copie conforme

The Moshi Trading Co.

P.O. Box 76  
Moshi.

le 9 août 1960

A M. Paul Kyauka,  
Moshi.

Monsieur,

La Tanganyika Planting Co.Ltd. nous prie de vous confirmer que nous vous aiderons comme convenu pendant une période de douze mois à vous établir comme grossiste en sucre et que pendant cette période nous vous accordons l'autorisation d'apporter le sucre à votre magasin de Moshi, sans frais.

Nous sommes prêts à vous donner cette aide et vous prions de ne pas hésiter à vous mettre en rapport avec nous si vous avez d'autres problèmes qui vous préoccupent.

Veuillez agréer, etc.

Le Directeur de la Moshi Trading Co.Ltd.  
(Signé) Mohamed Aly

Copie à la Tanganyika Planting Co.Ltd.  
P.O. Box 93.



TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION

Réf. TANFU/C/22/3.

Kyauke's Building  
Market Street  
P.O. Box 612, Moshi  
KILIMANJARO T.T.

le 26 août 1960

Au Directeur de la  
T.P.C.  
P.O. Box 93, Moshi

Monsieur,

Toute la correspondance que nous avons échangée avec vous, de même que les entretiens que nous avons eus au sujet de l'octroi à M. Kyauka du droit de devenir l'un de vos grossistes, ne nous apparaissent plus maintenant que comme une simple moquerie.

Vous et la Moshi Trading Co. offrez ce sucre à M. Kyauka au prix auquel un détaillant l'achète à la Moshi Trading Co. Vous suggérez à M. Kyauka de vendre ce sucre au détaillant au prix qu'il aura fixé lui-même. Ce qui revient à dire : M. Kyauka doit tromper ses clients et les amener à acheter le sucre à un prix plus élevé que celui qui a été fixé par l'Etat. C'est-à-dire que vous et la Moshi Trading Co. incitez M. Kyauka à faire de l'usure, que vous et la Moshi Trading Co. incitez M. Kyauka à commettre des actes délictueux.

Dans le monde entier, le commerce de gros s'effectue sur la base de prix de gros garantis et fixés à un taux raisonnable. Les producteurs vendent à leurs agents à un certain prix en leur garantissant un bénéfice raisonnable. L'agent vend le produit aux grossistes à un prix comprenant à la fois le coût de fabrication et son propre bénéfice. Les grossistes ont ainsi l'assurance d'avoir des bénéfices raisonnables correspondant à la différence entre le prix pratiqué par l'agent et le prix payé par les détaillants. Enfin, le grossiste vend le produit aux détaillants à un prix calculé d'après le coût de fabrication, le bénéfice de l'agent plus le bénéfice du grossiste. Si l'agent s'arrange pour vendre directement aux détaillants, il assure à la fois les bénéfices de l'agent et les bénéfices du

/...

grossiste. Enfin, le détaillant a des bénéfices raisonnables correspondant à la différence entre le prix de gros et le prix de détail.

Vous proposez que M. Kyauka achète le sucre au prix de détail et qu'il réalise un bénéfice en demandant aux détaillants un prix plus élevé. C'est une proposition ridicule parce qu'aucun détaillant africain n'est assez stupide pour ignorer les cours pratiqués sur le marché. Je vous prierais de bien vouloir cesser de considérer que M. Kyauka et les autres détaillants africains sont des sujets stupides et de bien vouloir dire clairement si vous voulez ou ne voulez pas nous donner la possibilité de participer en tant que grossistes aux opérations de distribution du sucre; si vous ne répondez pas, c'est que vous ne souhaitez pas encourager les Africains à faire du commerce avec vous.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Comité exécutif de la TANFU

A.A. P.M. Njau

Copie à : M. Julius Nyerere, Dar es-Salam

Mon cher Mheshimiwa,

Je dois reconnaître que la Kilimanjaro Kellani Co. qui s'abrite derrière la Kilimanjaro Citizens Union s'oppose aux intérêts de la TANFU.

Nous avons l'appui moral de la TAKU pour le mouvement et la TANFU élève des objections en rapport avec la section du point 3 : toutes les questions politiques de parti et le sectarisme doivent être évités et toutes les mesures politiques doivent être prises par les organes législatifs et les autres organes qui appuient l'agriculture. Les membres de la TANFU ne sont pas disposés à approuver l'entrée de la Kilimanjaro Kilelani Co. dans l'Union à moins que les membres de cette société ne soient prêts à renoncer à leur politique de parti qui a nui à la fois à la TANFU et à la TANU.

Avec toutes nos excuses.

Au Commissaire de province, Arusha

Au Secrétaire général chargé des questions d'organisation de la TANFU, P.O. Box 612, Moshi

Au Commissaire de district, Moshi

Au Ministre du commerce et des mines, Secrétariat du Ministère, Dar es-Salam

A Eliufoo M. M.L.C., Président élu du Conseil Chagga, Moshi

Au Commissaire aux échanges et au commerce, Dar es-Salam.

-----